
Ref. Doc. : 2501-17380909-4

A : Service de presse

Mot-Clé : VILLEROY DE GALHAU

franceinfo:

FRANCE INFO

LE 07H00-09H30 – Le 09/12/2022 – 07:42:27

Invité : François Villeroy DE GALHAU, gouverneur de la Banque de France

LORRAIN SENECHAL

Bonjour François Villeroy DE GALHAU.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Bonjour Lorrain SENECHAL.

LORRAIN SENECHAL

Gouverneur de la Banque de France ; vous venez de publier une note de conjoncture, sorte d'état de santé de l'économie de la France. Comment se porte le malade ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Le malade résiste... Mais je veux d'abord dire un peu comment nous faisons cette photographie : c'est en interrogeant chaque mois 8 500 chefs d'entreprises de toutes tailles, de tous secteurs, de tous territoires et puis nous complétons cela par une présence sur le terrain. J'étais personnellement à Cahors et Montauban hier. J'ai rencontré beaucoup de patrons de PME ; l'ensemble de nos directeurs de la région Occitanie. Si je dois donc résumer le diagnostic, je dirais « résilience maintenue, mais incertitude accrue et vigilance renforcée. »

LORRAIN SENECHAL

On évite de peu la récession. Le PIB a quand même reculé.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Pour le dire autrement et si on regarde la progression de l'économie au cours de ces années exceptionnelles, parce qu'il y a eu le choc Covid et puis depuis, le choc de l'invasion russe en Ukraine, je dirais que notre économie a tenu bon cette année. Cela, c'est plutôt la bonne nouvelle confirmée effectivement par ce que nous avons publié hier soir.

LORRAIN SENECHAL

Donc, avec ces 300 ; 0,1% du PIB pour le dernier trimestre.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Nous publierons nos prévisions pour trois ans le 17 décembre, dans une semaine. Cela voudrait dire probablement pour l'ensemble de cette année une croissance de 2,6%.

ONCLUSIVE

TEL : 01.47.67.18.00

infofrance@onclusive.com

Tous droits réservés

LORRAIN SENECHAL

Ce qui n'est pas si mal.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est plutôt bien. Nous abordons ensuite avec 2023, comme annoncé depuis plusieurs mois, un virage plus serré. Et donc là, nous verrons les chiffres que nous publierons, mais probablement...

LORRAIN SENECHAL

Ça ne sera pas 2,6%.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Non. Probablement une croissance faiblement positive.

LORRAIN SENECHAL

Ça veut dire que le creux est passé ? On a évité la récession ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Non, je le redis comme nous le disons depuis septembre : je ne peux pas exclure une récession ; mais ce n'est pas notre scénario central. Ça sera probablement une croissance faiblement positive. Eton peut dire aujourd'hui que si récession il devait y avoir, elle serait en tout état de cause temporaire et limitée. Ce que nous excluons vu d'aujourd'hui, c'est un atterrissage brutal de l'économie française et européenne compte tenu des signes de bonne résistance.

LORRAIN SENECHAL

Alors une résistance...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Donc un virage plus serré l'an prochain, et pour tracer la perspective de 2024, nous devrions ensuite retrouver une route plus normale avec progressivement moins d'inflation et plus de croissance.

LORRAIN SENECHAL

Résistance malgré le choc énergétique. Ce choc, il va coûter combien à l'économie française cette année ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est encore difficile à estimer précisément parce que les prix de l'énergie varient énormément. Mais vous avez raison, c'est un coût pour l'ensemble de l'économie française. Au fond, c'est une taxe. Et c'est une taxe qui est prélevée par les producteurs d'énergie en dehors de France : les producteurs de pétrole et de gaz à qui nous devons acheter cette énergie. C'est une grande différence quand c'est une taxe extérieure, par rapport à un impôt ou un prélèvement normal.

LORRAIN SENECHAL

Ça veut dire qu'on ne peut rien faire parce qu'on ne peut pas les taxer.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Cet argent est alors perdu pour l'économie française : il va vers d'autres économies.

LORRAIN SENECHAL

Une taxe sur les superprofits n'y changera rien ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Quand ce sont des taxes intérieures, c'est pris sur certains contribuables, mais c'est redistribué vers d'autres. Là, ce prélèvement extérieur, c'est un coût collectif que nous devons affronter et que nous devons payer, que nous ne pouvons pas effacer. Sur l'estimation de ce coût, nous avons publié hier une estimation près de 2% de notre PIB de la taille de notre économie, donc près de 50 milliards d'euros. Il y a des estimations encore supérieures. C'est l'estimation pour cette année. Selon les prix de l'énergie, ce sera peut-être un peu moins fort l'an prochain mais cela va durer. Je suis malheureusement obligé de le dire à ce micro.

LORRAIN SENECHAL

Le marché de l'emploi reste dynamique pour autant, voire tendu. Dans ce contexte, est-ce que le Gouvernement a raison par exemple de vouloir mettre en place un titre de séjour « métiers en tension ». C'est une demande d'ailleurs du patronat.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je n'ai pas à me prononcer là-dessus. Mais vous avez raison : la situation de l'emploi reste favorable en France. Nous avons un taux de chômage un peu supérieur à 7% qui n'a jamais été aussi bas depuis plus de vingt ans. D'ailleurs les chefs d'entreprise que j'ai rencontrés ont souvent des difficultés de recrutement. Dans l'enquête que nous avons publiée hier, 53% des chefs d'entreprise, malgré le ralentissement, font état de difficultés de recrutement. Et pour autant, nous ne sommes pas encore au plein emploi. 7%, c'est trop. Je crois que cela renvoie, plus encore qu'à la question des titres de séjour sur laquelle je ne me prononce pas, à la bataille des compétences, des qualifications. Il n'y a pas d'urgence plus grande en France que de renforcer l'apprentissage, la formation professionnelle et l'éducation. Je crois que vous recevez le ministre de l'Education nationale tout à l'heure.

LORRAIN SENECHAL

Oui, tout à fait. Pap NDIAYE, il sera l'invité de 8h30. Merci pour ce petit « teasing » comme on dit.

Le pouvoir d'achat recule. Ça n'est pas une vue de l'esprit. Ça va durer combien de temps ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je reviens à ce prélèvement extérieur dont on parlait. Il faut y faire face. Cela ne peut pas être l'Etat qui efface ce choc. Il ne peut pas y avoir de nouveau « quoi qu'il en coûte. »

LORRAIN SENECHAL

Les aides doivent s'arrêter ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Les aides doivent être temporaires. Elles doivent faciliter une transition mais elles ne peuvent pas effacer le choc. D'abord, avec le niveau élevé de la dette publique et puis les taux d'intérêt qui remontent, c'est une charge de financement qui serait beaucoup trop lourde : cela reviendrait à transférer la facture à la génération suivante. Par ailleurs, ce n'est pas efficace : vous ne pouvez pas faire disparaître ce choc.

LORRAIN SENECHAL

Et donc, la crise, ce sont les ménages qui doivent la supporter ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Non, c'est d'abord les entreprises et leurs marges vont baisser. Pourquoi d'abord les entreprises ? Parce que ce sont elles qui sont les plus grosses consommatrices d'énergie. Mais les ménages doivent en prendre une partie.

LORRAIN SENECHAL

Elles le font déjà.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Il y a un recul limité du pouvoir d'achat cette année. Le recul du pouvoir d'achat est probablement en France le plus faible d'Europe, parce que les aides publiques, le fameux bouclier tarifaire, ont joué le rôle. Il y a eu une hausse du pouvoir d'achat l'an dernier en moyenne - les situations individuelles ensuite peuvent varier de + 2% en 2021. Il y aura une baisse nettement plus limitée cette année, mais il faut être attentif aux ménages les plus modestes. Je crois qu'il va falloir garder des aides mais davantage ciblées. Au passage, la Banque de France est très présente aux côtés des ménages qui peuvent être en difficulté financière, voire en surendettement. Nous venons de mettre en place un numéro de téléphone unique : le 34 14 ; et nous sommes très mobilisés aux côtés de chacun.

LORRAIN SENECHAL

D'accord. 34 14 si vous avez des difficultés financières.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Absolument : des difficultés de surendettement ou d'accès pour avoir un compte bancaire.

LORRAIN SENECHAL

Une dernière chose François Villeroi De GALHAU. Le taux de rémunération du PEL - le plan épargne logement - va doubler pour passer à 2% au 1er janvier. On est quand même loin de l'inflation qui dépasse les 6%. Est-ce que c'est annonciateur d'une hausse du taux du Livret A pour février ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Ce taux du plan d'épargne logement résulte d'une formule prévue par le droit. Notre rôle, c'est très souvent d'appliquer le droit, nous sommes

dans une démocratie. Cette formule est liée aux taux d'intérêt : les taux d'intérêt ayant augmenté, on passe à 2%. Sur le taux du Livret A, là, il y a une formule aussi mais un peu différente : elle combine les taux d'intérêt et l'inflation. Il y a déjà eu deux relèvements cette année : on est passé de 0,5% à 2%. Et il y aura un nouveau relèvement début février que les services de la Banque de France calculeront...

LORRAIN SENECHAL

On parle d'un chiffre de 3%.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

...mi-janvier. Je ne me prononce pas sur un chiffre.

LORRAIN SENECHAL

Est-ce que l'ordre de grandeur est le bon ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Ecoutez, chaque chose en son temps. Je crois d'ailleurs que c'est une garantie pour tous ceux et celles qui nous écoutent : dans ces périodes de grande incertitude, de temps en temps de polémiques, de rumeurs : Nous, nous sommes là pour appliquer les règles de notre démocratie et de notre économie. C'est une façon de donner des repères dans l'incertitude., Je crois que c'est un rôle important de la Banque de France.

LORRAIN SENECHAL

Il y aura une hausse du taux du Livret A le 1er février. On ne sait pas encore de combien. Merci beaucoup François Villeroy DE GALHAU ; gouverneur de la Banque de France, grand témoin de France Info ce matin.
07 :50 :14 FIN%